

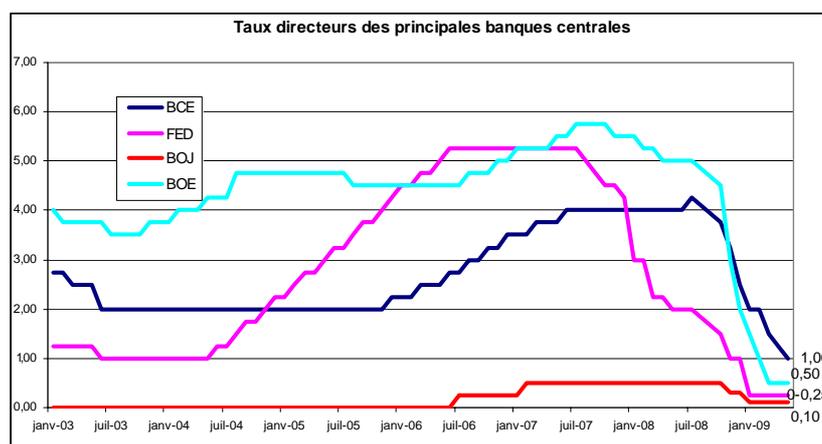
## 1 - Actualité nationale et internationale

### Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire....

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 4 juin 2009 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe que les tensions inflationnistes restent modérées et qu'après deux trimestres de croissance très négative, l'activité économique de la zone euro devrait se contracter beaucoup moins fortement sur le reste de l'année. Après une phase de stabilisation, des taux de croissance trimestriels positifs sont attendus mi-2010.

Le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) se réunira le 23 juin 2009. Le PIB des Etats-Unis a reculé de 5,7 % en rythme annuel au premier trimestre 2009 contre une précédente estimation à 6,1 %. La FED a revu à la baisse ses précédentes prévisions d'évolution du PIB pour 2009 et 2010, dans des fourchettes respectives de - 2 %/-1,3 % et de + 2,0 %/+ 3,0 % au lieu de - 1,3 %/- 0,5 % et + 2,5 %/+ 3,0 %. La FED anticipe une hausse du taux de chômage de 9,2 % à 9,6 % contre une précédente estimation de 8,5 % à 8,8 %. En avril 2009, la production industrielle a baissé de 0,5 % par rapport à mars 2009. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 0,1 %. L'indice des prix à la consommation est resté stable en avril, en recul de 0,7 % en glissement annuel. Les Etats-Unis ont perdu 345 000 emplois au mois de mai 2009 après 504 000 au mois d'avril 2009 (chiffre révisé en baisse). Le taux de chômage est estimé à 9,4 % contre 8,9 % en avril.



### Chômage

Forte augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en France sur un mois et hausse du taux de chômage au premier trimestre 2009

En France métropolitaine, fin avril 2009, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A (les personnes, sans emploi, inscrites au Pôle emploi déclarant être à la recherche d'un emploi à plein temps et à durée indéterminée tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi) s'établit à 2 506 700, soit une hausse en données corrigées des variations saisonnières de 2,4 % (+ 58 500 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 24,6 % (+ 34,9 % pour les hommes et + 14,9 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrits en catégorie A croît de 39,9 %. Selon les données provisoires publiées par l'INSEE, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 8,7 % de la population active métropolitaine au premier trimestre 2009, en hausse de 1,1 point par rapport au quatrième trimestre 2008 (données révisées).

... et hausse du taux de chômage dans la zone euro.

## Inflation

Hausse de l'inflation en France et net recul dans la zone euro.

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint selon Eurostat 9,2 % en avril 2009 contre 8,9 % en mars. Il était de 7,8 % en avril 2008. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union s'est élevé à 8,6 % en avril 2009. Il était de 6,8 % en avril 2008.

En avril 2009, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,2 % sur un mois ; sur un an, il s'accroît de 0,1 %, soit la progression annuelle la plus faible depuis 1957. L'inflation sous-jacente en France s'élève ainsi en glissement annuel à 1,6 %.

Selon une estimation d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 0,0 % en mai 2009. En avril, le taux était de 0,6 %.

## Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire.

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 22 mai de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. La Banque du Japon tout comme le gouvernement japonais dans son rapport économique mensuel estime que le rythme de dégradation de l'activité économique va s'atténuer à court terme. Le PIB du Japon a reculé de 4 % au premier trimestre 2009. La consommation des ménages a baissé de 1,1 % au premier trimestre 2009 après - 0,8 % au quatrième trimestre 2008. En avril 2009, la production industrielle a augmenté de 5,2 % par rapport à mars. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 0,1 % sur un an pour le deuxième mois consécutif. Le taux de chômage est estimé à 5 % de la population active. Les exportations ont chuté de 39,1 % et les importations de 35,8 % par rapport à avril 2008. L'excédent commercial est en baisse de 85 % par rapport à avril 2008.

En avril 2009, la production industrielle chinoise est en hausse de 7,3 % en glissement annuel contre 8,3 % en mars. Les exportations chinoises ont enregistré une baisse de 22,6 % en glissement annuel contre 17,1 % en mars.

Baisse des exportations chinoises

## LODEOM

Publication au Journal Officiel

La loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer (LODEOM) a été publiée au Journal Officiel de la République du 28 mai 2009.

La LODEOM contient une série de mesures de soutien à l'économie et aux entreprises ainsi que des mesures en faveur du secteur du tourisme : suppression de la condition de résidence pour les touristes souhaitant se marier dans les collectivités du Pacifique afin de capter une partie de la clientèle du « tourisme nuptial ».

La loi prévoit la création d'un fonds de continuité territoriale en faveur des personnes ayant leur résidence habituelle dans les collectivités d'outre-mer.

Les dispositions de l'article 56 du titre 5 de la loi concernent l'IEDOM et l'IEOM :

- la composition du Conseil de surveillance de l'IEDOM est modifiée et un Comité économique consultatif est créé ;
- les missions de politique monétaire de l'IEOM sont réaffirmées et le Conseil de surveillance est investi du pouvoir de définir les instruments de politique monétaire, notamment en ce qui concerne le taux et l'assiette des réserves obligatoires ;
- enfin, les missions de l'IEOM sont élargies à la surveillance de la sécurité et du bon fonctionnement des systèmes de paiement et de compensation ainsi qu'à l'établissement de la balance des paiements des territoires relevant de sa zone d'émission.

## Réglementation bancaire

Projet de loi du crédit à la consommation

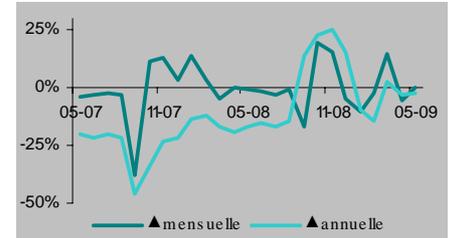
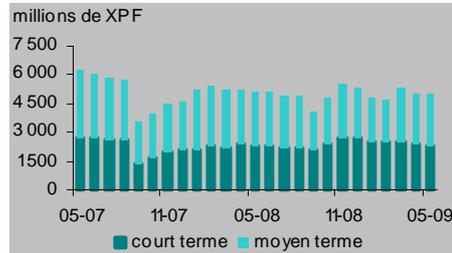
La Commission européenne a adopté le 27 mai 2009 une communication sur la surveillance financière en Europe. Cette communication repose sur les recommandations du groupe de travail présidé par Jacques de Larosière ; elle propose de réformer en profondeur l'architecture actuelle des comités chargés des services financiers en créant un Conseil européen du risque systémique (CERS) et un système européen de surveillance financière (SESF) constitué d'un réseau étroit d'autorités nationales de surveillance financière travaillant en interaction avec ces nouvelles autorités de surveillance européennes. Après une phase de consultation qui va durer jusqu'au 15 juillet prochain, des propositions législatives seront présentées à l'automne.

## 2 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Refinancement des établissements de crédit

Baisse sensible du refinancement à moyen terme.

en millions de F CFP	mai-08	avr-09	mai-09	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 319	2 681	2 774	3,5%	19,6%
Utilisations à moyen terme	2 832	2 356	2 277	-3,4%	-19,6%
<b>Refinancement total</b>	<b>5 151</b>	<b>5 037</b>	<b>5 050</b>	<b>0,3%</b>	<b>-2,0%</b>



### Cotation

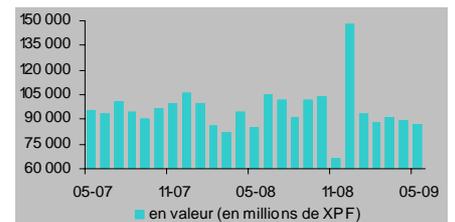
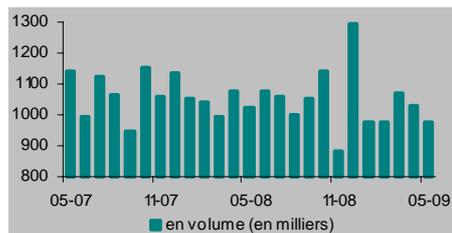
Augmentation du nombre d'entreprises éligibles au refinancement.

en nombre	mai-08	avr-09	mai-09
Entreprises cotées :	4 451	4 545	4 601
dont éligibles au refinancement	1 550	1 577	1 595
en %	34,8%	34,7%	34,7%

### Compensation

Baisse des opérations en volume et en valeur sur un mois.

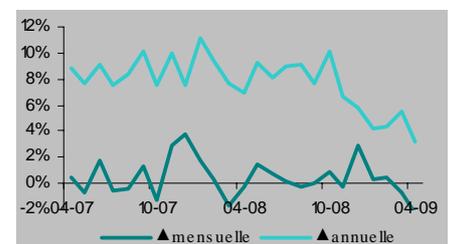
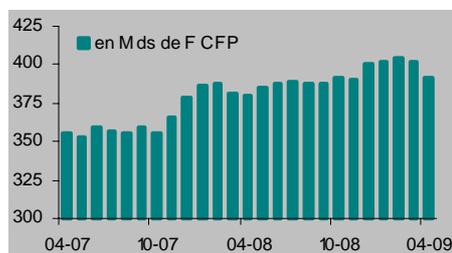
	avr-09	mai-09	▲/mois	cumul 09	▲ cumul/an
Nombre	1 026 504	975 054	-5,0%	5 024 289	-3,3%
Montant (millions de F CFP)	89 625	87 017	-2,9%	449 622	0,6%



### Masse monétaire

Baisse des dépôts à terme et forte augmentation des comptes sur livrets en un mois.

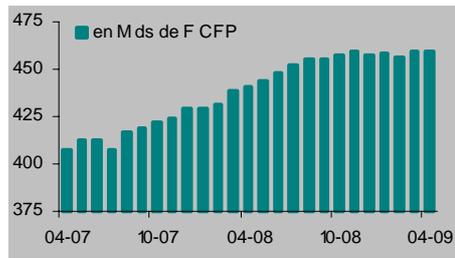
en millions de F CFP	avr-08	mars-09	avr-09	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 119	13 547	13 752	1,5%	4,8%
Dépôts à vue	143 048	145 304	143 799	-1,0%	0,5%
Comptes sur livrets	66 776	82 225	91 030	10,7%	36,3%
Comptes d'épargne logement	217	218	216	-0,9%	-0,5%
Dépôts à terme	147 197	149 022	132 721	-10,9%	-9,8%
Autres	10 212	10 929	10 438	-4,5%	2,2%
<b>Total M3</b>	<b>380 569</b>	<b>401 245</b>	<b>391 956</b>	<b>-2,3%</b>	<b>3,0%</b>



### Concours de caractère bancaire

Hausse sensible des créances douteuses brutes sur l'année.

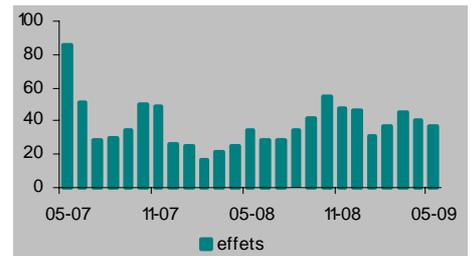
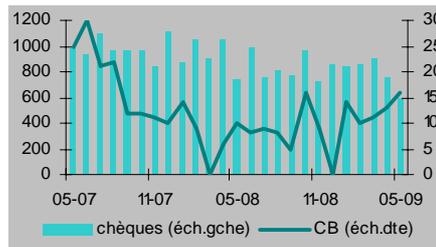
en millions de F CFP	avr-08	mars-09	avr-09	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	127 668	137 953	136 208	-1,3%	6,7%
Crédits d'équipement	61 729	62 601	63 463	1,4%	2,8%
Crédits à l'habitat	138 601	149 632	150 280	0,4%	8,4%
Autres crédits	88 297	77 908	76 763	-1,5%	-13,1%
Créances dout. brutes	24 400	31 230	32 162	3,0%	31,8%
<b>Total CCB</b>	<b>440 695</b>	<b>459 324</b>	<b>458 876</b>	<b>-0,1%</b>	<b>4,1%</b>



## Incidents de paiement

### Diminution des incidents sur chèques

en nombre	avr-09	mai-09	cumul 2009	▲/mois	▲cumul/an
<b>Incidents de paiements :</b>	<b>809</b>	<b>650</b>	<b>4 203</b>	<b>-19,7%</b>	<b>-12,5%</b>
- sur chèques	756	597	3 949	-21,0%	-14,9%
- sur effets	40	37	190	-7,5%	53,2%
- retraits de cartes bancaires	13	16	64	23,1%	64,1%



## Interdits bancaires

### Baisse du nombre d'interdits bancaires.

en nombre	mai-08	avr-09	mai-09	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>4 154</b>	<b>3 992</b>	<b>3 972</b>	<b>-3,9%</b>	<b>-4,5%</b>
- dont personnes physiques	3 720	3 555	3 541	-4,4%	-5,0%
- dont personnes morales	434	437	431	0,7%	-0,9%

## 3 – Brèves économiques locales

### Emploi

#### 1 milliard de F CFP d'aide pour la sauvegarde de l'emploi ...

L'Assemblée de Polynésie française a adopté le 18 mai deux lois du Pays instaurant de nouveaux dispositifs en faveur de l'emploi, qui devraient être effectifs fin juin 2009. L'Incitation au maintien de l'emploi (IME) a pour objectif de préserver l'emploi dans des secteurs en difficulté. Elle prévoit la prise en charge par la Polynésie française d'une partie de la perte de rémunération subie par le salarié dans des entreprises mettant en œuvre des accords sociaux de réduction de temps de travail. Afin d'éviter des plans sociaux et des licenciements massifs, une enveloppe de 700 millions de F CFP y est consacrée.

Le second dispositif, le Contrat Relance emploi (CRE), a pour but de favoriser la création d'emplois. Il consiste en une aide financière versée à l'employeur dans le cadre d'un contrat de travail à durée déterminée pendant quatre mois, renouvelable une fois. Pour financer cette mesure, 300 millions de F CFP ont été débloqués.

#### ... protection de l'emploi local

Deux nouvelles lois du pays relatives à la protection de l'emploi local ont été adoptées le 19 mai. Elles fixent des conditions d'accès à l'emploi en faveur des résidents, définis comme les « personnes justifiant d'une durée de résidence de cinq ans en Polynésie française ou d'une durée de mariage, concubinage ou de pacte civil de solidarité de deux ans avec celles-ci ».

Pour certaines activités du secteur privé, dont la liste doit être fixée par le Conseil des ministres, les employeurs auront l'obligation de suivre une procédure particulière dans le cadre de nouveaux recrutements : les offres d'emploi devront être déposées auprès du Service de l'emploi et de la formation professionnelles (SEFI) avec la mention « Offre d'emploi soumise à condition de résidence » et maintenues pendant un mois. Durant ce délai, l'employeur ne pourra pas recruter un non-résident. S'il choisit de le faire au terme de ce délai, il ne pourra pas bénéficier, pour le salarié concerné, des aides publiques à l'emploi et à la formation ainsi que des réductions d'impôt pour création d'emploi.

Le lancement des Etats généraux de l'Outre-Mer en Polynésie française aura lieu le 16 juin prochain. L'objectif de cette vaste concertation est de permettre l'émergence de propositions afin d'élaborer un projet de développement pour la Polynésie française. Cette réflexion s'articule autour de sept thèmes : le plan de relance, le développement durable,

la production locale, le renforcement des institutions polynésiennes, le partenariat Etat-Pays-Communes, le développement culturel et la gestion du fait nucléaire.

## Développement des archipels

Fret pris en charge par le Pays

Les élus de l'Assemblée de la Polynésie française ont adopté une délibération instaurant la prise en charge par le Pays du prix du fret maritime de certains matériaux de construction (ciment, bois, tôles) à destination des archipels éloignés et de produits agricoles, artisanaux et de la pêche en provenance de ces îles. Cette liste de produits vient s'ajouter au coprah, eau embouteillée et produits de première nécessité déjà concernés par cette aide du Pays.

Ce projet de continuité territoriale répond à une volonté de développement économique et social des archipels. Ce dispositif, dont le coût est estimé à 425 millions de F CFP, devrait être opérationnel à compter du 1er juillet prochain.

## Tourisme de croisière

Retour des Princess Cruises dans les eaux polynésiennes

Un peu plus d'un an après son départ, la compagnie de bateaux de croisières Princess Cruises a annoncé son retour dans les eaux polynésiennes, à la suite d'un accord signé avec les autorités locales. Le paquebot Pacific Princess, d'une capacité de 684 passagers, effectuera sa croisière de retour le 28 septembre 2009 et entamera une série de 8 rotations en Polynésie française. En 2010, c'est le paquebot Royal Princess qui assurera 10 croisières et au moins 11 voyages en 2011 et 2012.

## 4 – Brèves économiques régionales

### Australie

Croissance du PIB australien au premier trimestre 2009

Le Produit intérieur brut (PIB) de l'Australie a augmenté de 0,4 % au premier trimestre de l'année, par rapport au trimestre précédent. Contrairement aux prévisions pessimistes des analystes, cette orientation favorable de l'économie australienne a évité au pays d'entrer en récession pour la première fois depuis le début des années 90.

La croissance du PIB a été soutenue par les exportations de biens et services (+ 0,5 %) et la consommation des ménages (+ 0,3 %) tandis que l'investissement privé s'est inscrit en retrait (- 1,1 %).

### Nouvelle-Zélande

La crise financière internationale continue d'affecter le système bancaire néo-zélandais

La Nouvelle-Zélande continue de subir les effets de la crise financière internationale, selon le Gouverneur de la Reserve Bank of New Zealand (RBNZ). En effet, les banques néo-zélandaises sont restées vulnérables en raison de leur dépendance vis à vis des marchés financiers internationaux pour la collecte de ressources.

Le système bancaire a continué de prêter aux agents économiques mais l'encours des crédits s'est contracté au cours des derniers mois, en raison du resserrement des conditions d'accès. En outre, les difficultés de remboursement des ménages et des entreprises néo-zélandaises se sont aggravées depuis la fin de l'année 2008. A ce titre, le Gouverneur de la RBNZ a appelé à la plus grande vigilance de la part des banques quant à leur politique de provisionnement.

## Les indicateurs de référence

INDICES	Indice	Δ/mois préc.	Glissement annuel
Prix à la consommation - avril 2009 (base 100 décembre 2007)	101,4	-0,2%	0,8%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand - mars 2009 (base 100 janvier 2000)	125,3	-1,6%	-3,6%

(source: ISPF)

COMMERCE EXTERIEUR (en M FCFP)	déc-08 (1)	Cumul annuel	Δ cum/an. préc.
Importations dont :	17 497	175 870	9,5%
- produits agroalimentaires	3 109	32 888	6,1%
- biens de consommation	2 764	27 478	4,1%
- biens d'équipement	3 124	34 299	18,3%
Exportations dont :	1 844	16 190	-3,2%
- perles brutes	1 161	8 316	-21,4%
- poissons	21	276	-43,4%

(1) Chiffres 2009 non disponibles (source: ISPF)

TOURISME	mars-09	avr-09	Cumul annuel	Δ cum/ an. préc.
Trafic international à l'aéroport de Tahiti (en nbre de passagers hors transit)	39 948	38 634	155 172	-18,5%
Nombre de touristes	12 415	11 230	44 016	-27,4%
Taux d'occupation de l'hôtellerie internationale	40,6%	42,1%		

(sources: ISPF, SEAC,)

## 5 – Les taux

### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

### TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	19/05/2009	0,50%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,95% à 6,40% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2009)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

### TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

#### taux d'intérêt en fin de mois

	29/05/2009	30/04/2009	Var. M-1	fin 12/08	Var. fin 08
EONIA	0,8310%	0,5880%	+ 0,243 pt	2,3520%	- 1,521 pt
EURIBOR 1 mois	0,9350%	0,9440%	- 0,009 pt	2,6030%	- 1,668 pt
EURIBOR 3 mois	1,2690%	1,3650%	- 0,096 pt	2,8920%	- 1,623 pt
EURIBOR 6 mois	1,4650%	1,5620%	- 0,097 pt	2,9710%	- 1,506 pt
EURIBOR 12 mois	1,6310%	1,7280%	- 0,097 pt	3,0490%	- 1,418 pt

#### taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales	7,60%	01/12/2006
<b>taux d'intérêt légal</b>		<b>JORF</b>
année 2009	3,79%	11/02/2009
année 2008	3,99%	23/02/2008

#### taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	29/05/2009	30/04/2009	Var. M-1	fin 12/08	Var. fin 08
TEMPE	0,7649%	0,8549%	- 0,090 pt	2,4511%	- 1,686 pt
EURIBOR 1 mois	0,8900%	1,0140%	- 0,124 pt	2,9590%	- 2,069 pt
EURIBOR 3 mois	1,2870%	1,4250%	- 0,138 pt	3,2570%	- 1,970 pt
EURIBOR 6 mois	1,4860%	1,6110%	- 0,125 pt	3,3300%	- 1,844 pt
EURIBOR 12 mois	1,6500%	1,7740%	- 0,124 pt	3,4180%	- 1,768 pt
TMO	4,0500%	3,9100%	+ 0,140 pt	3,7300%	+ 0,320 pt
TME	3,8500%	3,7100%	+ 0,140 pt	3,5300%	+ 0,320 pt
TRBOSP	4,2500%	3,9000%	+ 0,350 pt	3,6400%	+ 0,610 pt

#### Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average  
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA  
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate  
 TMO : taux moyen des obligations publiques  
 (source: CDC)  
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme  
 (source: CDC)  
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé  
 (dernier vendredi du mois)

#### taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	29/05/2009	30/04/2009	31/12/2008	29/05/2009	30/04/2009	31/12/2008	29/05/2009	30/04/2009	31/12/2008
taux JJ	0,140%	0,180%	1,000%	0,260%	0,300%	0,425%	0,500%	0,400%	1,350%
3 mois	0,970%	1,255%	2,900%	0,490%	0,660%	0,950%	1,120%	1,205%	2,850%
10 ans emprunts phares	3,690%	3,030%	3,020%	1,490%	1,420%	1,180%	3,810%	3,460%	3,020%

### TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2009)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,69%
Prêts à taux fixe	7,83%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	7,85%
Prêts à taux variable	7,93%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	8,07%
Prêts relais	8,05%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	14,13%
<b>Crédits de trésorerie</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	8,05%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,36%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	20,92%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	10,04%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

### TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	84,6444	1 NZD/XPF	53,9109	1 HKD/XPF	10,9205	1 GBP/XPF	136,7072	
100 JPY/XPF	88,2501	1 AUD/XPF	67,5297	1 SGD/XPF	58,6397	100 VUV/XPF	78,0390	1 FJD/XPF	40,2774

Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la rédaction : M. REMBLIN - Éditeur et imprimeur: IEOM –  
 Agence de la Polynésie française 21, rue du Docteur Cassiau - BP 583 – 98 713 Papeete RP  
 Dépôt légal : 12 juin 2009 - Achèvement d'imprimerie 12 juin 2009 – N° ISSN 1240-3830

